

La plaine côtière du Ceinturon face aux risques littoraux

BILAN au 30 juin 2015

Rappel des objectifs et Etat d'avancement

En répondant à l'appel à projet du Ministère, la Ville de Hyères souhaitait mettre en place une réflexion sur la plaine du Ceinturon pour quantifier les risques d'érosion et de submersion à long terme, identifier les enjeux soumis aux risques et définir un programme d'actions et d'aménagement à long terme.

A l'origine, la Commune s'interrogeait sur la meilleure option pour faire face à l'érosion constatée au droit d'une route départementale.

Grâce aux aides technique et financière de l'Etat, de la Région, du Département et du BRGM, la Ville a pu avancer dans la réflexion selon les étapes suivantes :

- Mise en place des comités de pilotage et consultatifs : février à juin 2013
- Elaboration des cahiers des charges et sélection des prestataires : février à juin 2013
- Diagnostic du territoire et identification des enjeux : juin à décembre 2013
- Définition des risques de submersion : novembre 2013 à août 2014
- Identification des orientations potentielles : septembre 2014 à janvier 2015
- Choix politique sur les orientations : février à juin 2015

Restent à définir les actions à court, moyen et long terme.

Le projet et les enseignements pour la Ville

Les résultats de submersion montrent une répartition non homogène des phénomènes. La modélisation menée, à savoir une méthode locale à haute définition, a permis d'aboutir à des résultats beaucoup moins alarmants que ceux issus des démarches TRI.

Un premier enseignement est d'ailleurs à mettre en avant : les démarches engagées à l'échelon national dans la lutte contre les phénomènes d'inondation et de submersion doivent être considérés comme une base de travail préliminaire permettant de définir des territoires potentiellement atteints par les risques. Lorsque l'aléa et les enjeux le justifient, cette première approche doit être affinée au niveau local, si l'on ne veut pas prendre le risque de retenir des options d'aménagement inappropriées.

Cette définition de l'aléa a été complétée par une réflexion portant sur l'habitat, le tourisme, et les déplacements. A l'échéance 2100, la superposition de l'aléa et des enjeux conduit in fine la Commune à découper ce territoire en 3 secteurs afin de répondre aux ambitions de la vie locale, à la préservation du paysage et aux risques :

- une zone d'habitat pavillonnaire soumis à de forts risques où il faudra prévoir un déplacement à long terme,
- une zone du village avec un cœur de vie historique qui sera impacté par la submersion à terme, et sur laquelle des dispositions sont à mettre en œuvre afin de garantir sa résilience, notamment en terme de mutation de l'habitat,
- une zone de front de mer dont la morphologie actuelle protège le rétro-littoral et qui devra garder ce rôle tout en faisant l'objet d'une requalification paysagère.

Ces orientations devraient être revues régulièrement (5 ans) pour être adaptées aux évolutions des connaissances et aux observations réelles de terrain. A ce propos, l'intérêt d'un monitoring du territoire sera étudié, au même titre que les options d'aménagement.

Un autre enseignement à ce stade de la démarche porte sur l'amélioration de la vision et de la définition du devenir d'un territoire en prenant en compte les résultats d'une approche méthodologique précise : par exemple, si dans un premier temps le transfert éventuel de la route départementale paraissait devoir être étudié, il apparaît clairement aujourd'hui que la morphologie du site doit être maintenue, tout en améliorant son aspect et en garantissant ce maintien par des aménagements doux. De même, on constate que même sur un périmètre qui peut être jugé comme restreint, une approche unique (comme par exemple une délocalisation sur tout le front de mer) ne correspond pas au besoin du **territoire**.

Enfin, autre enseignement, et probablement le plus important : pour garantir son succès, ce type de démarche nécessite d'y consacrer le temps nécessaire. Au terme de 2 ans et demi de travaux, la prise de connaissance des risques, l'appréhension qui y est associée, et l'acceptation nécessaire à la réflexion ont conduit à un décalage du planning initial. Ce temps d'appropriation par les acteurs locaux et la population est indispensable, et ne peut être réduit. Par ailleurs, est-il incohérent de prendre quelques mois de plus pour convaincre de l'intérêt d'une démarche pour le prochain siècle, quand Jean DOUZEL lui-même indique qu'en la matière, les prévisions demeurent très aléatoires.